

Investissements privés et publics Québec et ses régions

Bulletin

FLASH

Perspectives 2011

En bref

- **Croissance supérieure du secteur privé dans l'investissement non résidentiel**
- **Forte croissance en Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine et à Laval**
- **Fabrication : augmentation prononcée en Montérégie et à Montréal**

INVESTISSEMENT PRIVÉ ET PUBLIC

Selon les intentions de 2011, l'investissement augmente de 3,8 % au Québec pour atteindre 66,6 G\$, faisant suite à une croissance de 9,0 % en 2010 (les investissements ont chuté de 2,1 % durant la récession de 2009). Les industries productrices de biens, qui représentent 21,7 % de l'investissement total, croissent de 13,4 %, comparativement à + 3,6 % pour les industries productrices de services. Le logement accuse pour sa part un léger recul (– 1,5 %). L'investissement public augmente de 6,2 %, la plus faible croissance depuis 2006. Ce faisant, la croissance de l'investissement privé non résidentiel (+ 7,0 %) dépasse celle du secteur public, une première depuis 2006.

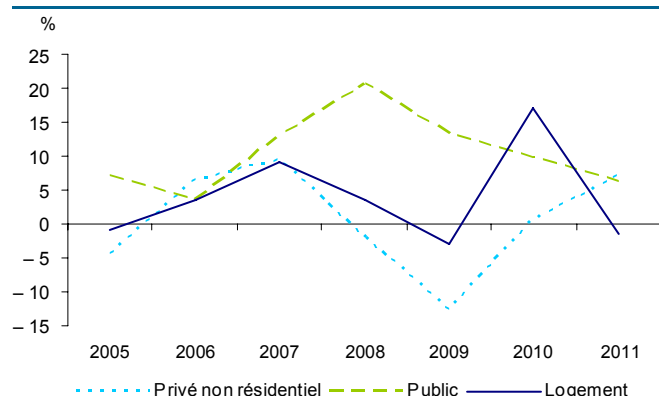
La croissance observée au Québec en 2011 se répercute dans 11 des 17 régions administratives, avec en tête la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (+ 36,7 %), Laval (+ 16,6 %) et la Côte-Nord (+ 12,7 %). À l'opposé, on observe des décroissances marquées dans le Centre-du-Québec (– 19,4 %) et dans l'Outaouais (– 15,4 %). En comparaison, selon les données provisoires de 2010, l'ensemble des régions ont vu leurs investissements augmenter, avec des taux de croissance oscillant entre 42,3 % (Outaouais) et 0,4 % (Capitale-Nationale).

INVESTISSEMENT SELON LES INDUSTRIES

Les intentions d'investissement des industries productrices de biens atteignent un nouveau sommet au Québec en 2011 à 14,4 G\$ (12,7 G\$ en 2010). Cette forte croissance se répercute dans 13 des 17 régions administratives, dont les cinq où se concentrent ces investissements. Dans le Nord-du-Québec, la croissance dans le secteur minier (+ 93,6 M\$) et dans le secteur des services publics (+ 107,9 M\$) éclipsent les baisses des autres secteurs. Dans la Côte-Nord, la croissance du secteur minier est inférieure à celle du Nord-du-Québec (+ 76,5 M\$), mais celle des services publics la surpasse (+ 215,9 M\$). L'Abitibi-Témiscamingue, dont les industries productrices de biens sont caractérisées par des investissements miniers massifs (1,2 G\$), croît de 10,7 %, une sixième année de croissance supérieure à 10 %.

Figure 1

Variation annuelle de l'investissement selon les secteurs, Québec, 2005-2011¹



1. 2005-2009 : dépenses réelles; 2010 : dépenses réelles provisoires; 2011 : perspectives.

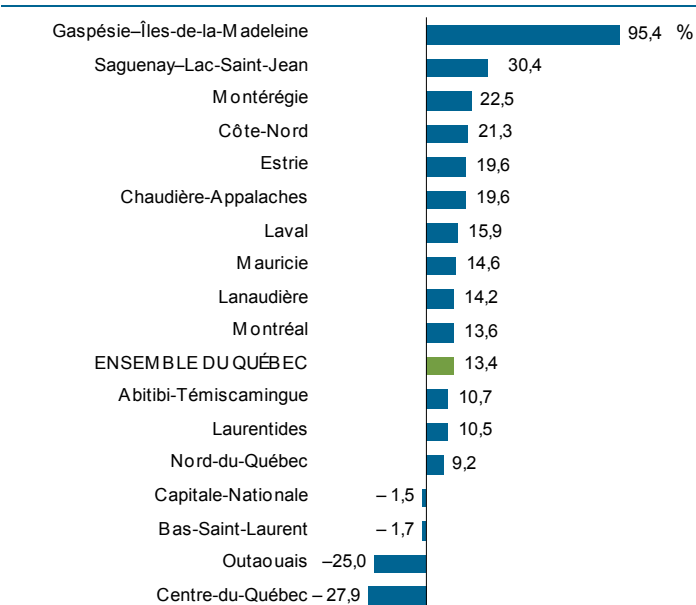
Sources : Statistique Canada, *Enquête sur les dépenses en immobilisation*. Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et du développement durable.

En Montérégie et à Montréal, la croissance est en bonne partie attribuable au secteur de la fabrication, qui croît de 35,6 % et de 17,5 % respectivement. À Montréal, la croissance (+ 168,4 M\$) s'observe essentiellement dans le sous-secteur de la première transformation des métaux (+ 108,1 M\$), qui atteint son plus haut niveau depuis 2003. Même constat en Montérégie, où la hausse de 200,9 M\$ se concentre dans le même secteur (+ 83,9 M\$), mais également dans la fabrication d'aliments (+ 45,4 M\$).

En s'attardant aux croissances annuelles, on constate que celle de la région de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine augmente de 95,4 %, après une croissance de 94,2 % en 2010. Dans les deux cas, c'est le secteur des services publics qui explique cette croissance (+ 112,6 % en 2010 et + 104,0 % en 2011). À l'opposé, l'investissement des industries productrices de biens se replie de 27,9 % dans la région du Centre-du-Québec, après deux années où ces investissements se sont établis à des niveaux historiquement élevés.

Figure 2

Variation annuelle de l'investissement des industries productrices de biens selon les régions administratives, perspectives 2011



Sources : Statistique Canada, *Enquête sur les dépenses en immobilisation*.
Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et du développement durable.

Les intentions d'investissements dans les industries de services atteignent également un nouveau sommet au Québec (29,8 G\$), après deux années de croissance consécutives. En 2011, 9 des 17 régions administratives sont en croissance, dont les trois où se concentrent ces investissements (les trois mêmes qui, selon les données provisoires de 2010, ont les populations les plus élevées). À Montréal, l'investissement dépasse pour la première fois depuis 2000 les 8 G\$ pour atteindre 8,2 G\$, en croissance de 8,0 % (- 4,8 % en 2010), en partie dû à la croissance des administrations publiques (+ 216,2 M\$) et du secteur du transport et entreposage (+ 152,8 M\$). En Montérégie, l'augmentation de 806,2 M\$ (+ 16,3 %) en 2011 propulse la région au-dessus du seuil de 5 G\$ (5,7 G\$), un sommet historique. Cette forte croissance s'observe particulièrement dans les secteurs des administrations publiques (+ 304,4 M\$) et des services d'enseignement (+ 221,8 M\$). Finalement, la région de la Capitale-Nationale voit ses industries productrices de services augmenter leurs investissements de 3,9 % en 2011 pour atteindre 4,3 G\$ (une croissance de 163,5 M\$), et ce, malgré une forte décroissance de l'investissement des administrations publiques (- 213,8 M\$).

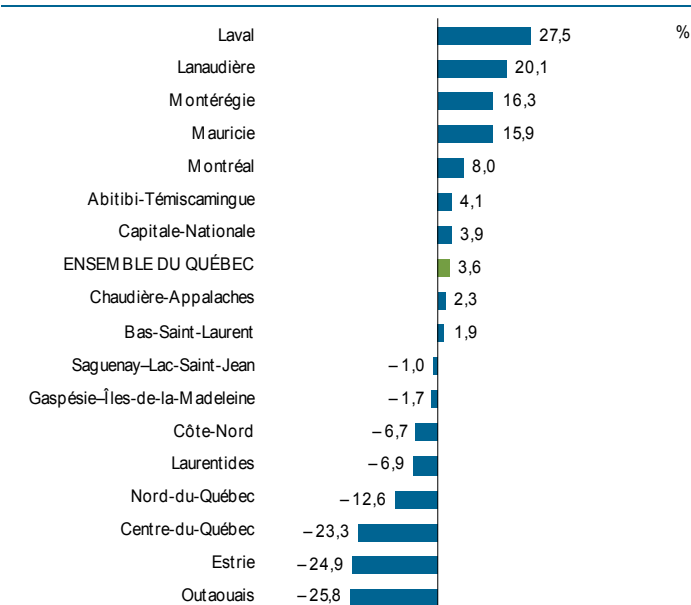
Les perspectives des investissements dans le logement sont en faible diminution à l'échelle québécoise (- 332,8 M\$), diminution qui s'étend à 12 des 17 régions administratives. Parmi les régions en croissance, notons la région des Laurentides (+ 10,5 %) qui, pour une première fois, surpasse Montréal (2,8 G\$ contre 2,7 G\$). Laval croît pour sa part de 9,2 %, suivie de l'Outaouais à 6,5 %. Les plus fortes décroissances s'observent dans les régions de la Mauricie (- 16,7 %), de l'Abitibi-Témiscamingue (- 16,2 %) et de Chaudière-Appalaches (- 13,1 %).

INVESTISSEMENT SELON LES SECTEURS

Les intentions d'investissement du secteur privé non résidentiel sont en hausse de 7,0 % en 2011 pour atteindre 21,9 G\$, la plus forte croissance depuis 2007. Ce faisant, la croissance du secteur privé non résidentiel est supérieure à celle du secteur public, une première depuis 2006. Cette croissance positive se répercute dans 12 des 17 régions

Figure 3

Variation annuelle de l'investissement des industries productrices de services selon les régions administratives, perspectives 2011

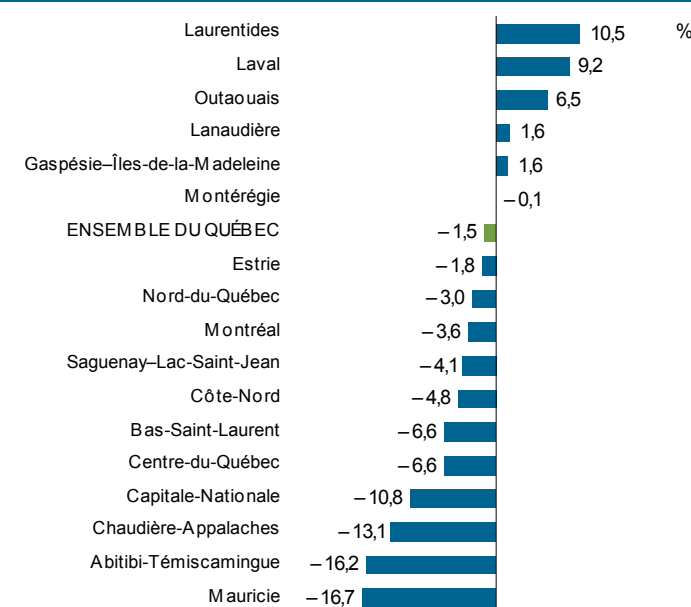


Sources : Statistique Canada, *Enquête sur les dépenses en immobilisation*.
Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et du développement durable.

administratives, dont les quatre où se concentrent les investissements privés non résidentiels. La région de Montréal rebondit en 2011 avec une croissance de 6,9 %, après deux années de forte décroissance (- 10,3 % en 2009 et - 13,0 % en 2010), tout comme la région de la Montérégie qui, après quatre années de variations annuelles négatives, renoue avec la croissance en 2011 (+ 14,2 %). La Capitale-Nationale croît de 21,0 % en 2011, après une décroissance de 34,7 % en 2010, alors que l'Abitibi-Témiscamingue poursuit sur sa lancée amorcée en 2006, avec une croissance de 8,0 % en 2010 et 12,1 % en 2011.

Figure 4

Variation annuelle de l'investissement dans le secteur du logement selon les régions administratives, perspectives 2011



Sources : Statistique Canada, *Enquête sur les dépenses en immobilisation*.
Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et du développement durable.

La région de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine arrive au premier rang au titre des variations annuelles avec une croissance de 109,8 %, suivie de Laval (+ 55,0 %) et de la Mauricie (+ 38,6 %). À l'opposé, les régions de l'Outaouais (– 47,7 %) de l'Estrie (– 23,1 %) et du Bas-Saint-Laurent (– 20,6 %) enregistrent les variations annuelles négatives les plus prononcées.

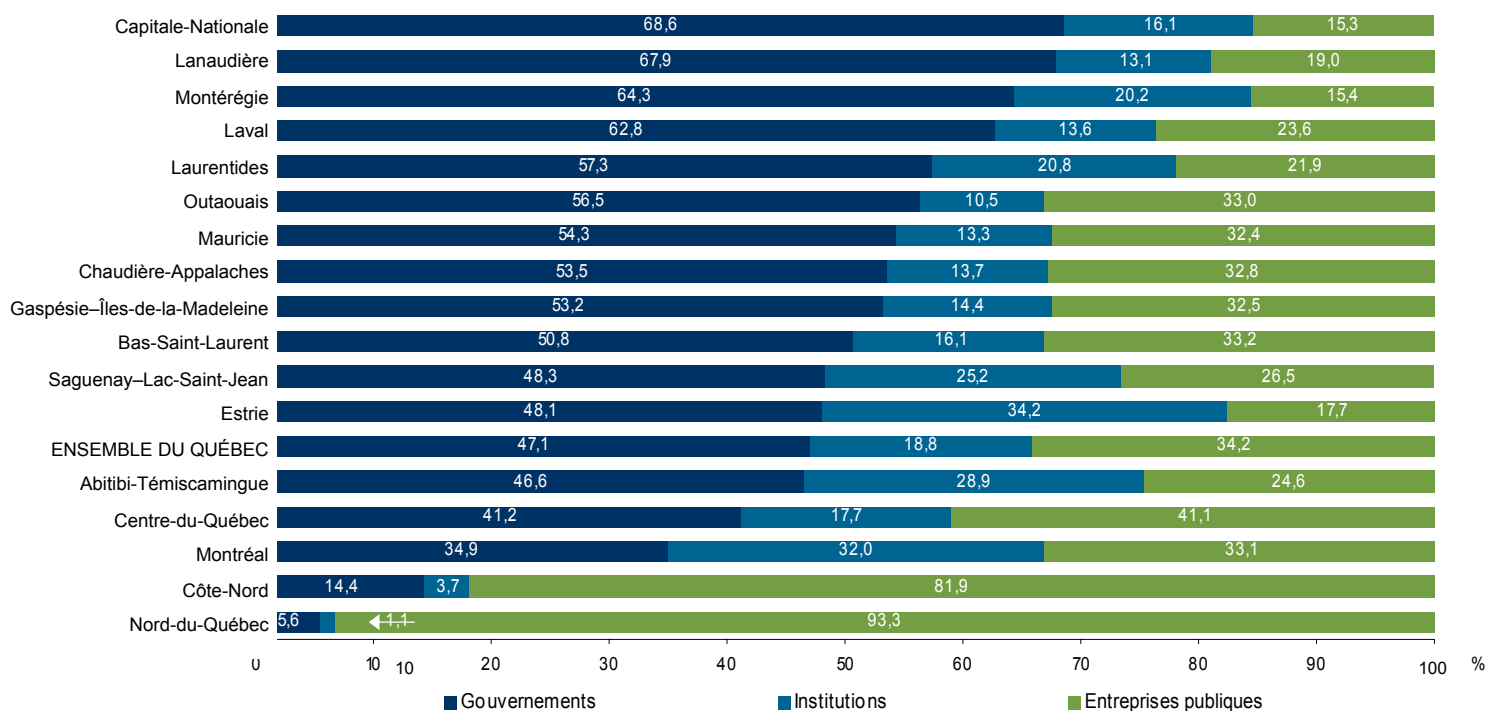
Les perspectives pour l'investissement public sont en croissance de 1,3 G\$ à l'échelle québécoise, pour atteindre un nouveau sommet historique. Cette croissance est également observée dans 12 des 17 régions administratives. Du groupe des cinq régions où se concentrent ces investissements, seule la Capitale-Nationale enregistre une décroissance (– 5,8 %). Montréal est en croissance de 11,2 %, principalement dû à l'augmentation des dépenses des trois paliers de gouvernement. La région de la Montérégie croît pour sa part de 21,9 %, avec des hausses prononcées pour les gouvernements (+ 304,4 M\$) et le réseau de l'éducation (+ 216,2 M\$). Les régions de la Côte-Nord et du Nord-du-Québec ont des profils de croissance de l'investissement public similaire, où la croissance provient essentiellement des entreprises publiques provinciales (+ 220,7 M\$ et + 107,9 M\$ respectivement).

La Montérégie est la région où la croissance annuelle est la plus prononcée à + 21,9 %, suivie de près par les régions du Bas-Saint-Laurent et de Lanaudière (+ 21,8 %). À l'opposé, on retrouve la région du Centre-du-Québec (– 41,1 %), seule région à subir une variation annuelle négative des investissements publics dépassant 10 %.

Au Québec, l'investissement public en 2011 est principalement attribuable aux dépenses des trois paliers de gouvernement (fédéral, provincial et local), qui sont responsables de 47,1 % de l'investissement public. Suivent ensuite les entreprises publiques, avec 34,2 % et les institutions (santé et éducation) à 18,8 %. Il existe cependant de grandes différences entre les régions : dans les régions du Nord-du-Québec et de la Côte-Nord, l'investissement public est massivement dominé par les entreprises publiques (93,3 % et 81,9 % respectivement). Outre ces deux régions, l'investissement public est principalement attribuable aux gouvernements, avec des proportions variant de 68,6 % (Capitale-Nationale) à 34,9 % (Montréal). Finalement, l'investissement public dans les institutions de santé et d'éducation varie entre 34,2 % (Estrie) et 10,5 % (Outaouais).

Figure 5

Répartition de l'investissement public selon les composantes et les régions administratives, perspectives 2011



Sources : Statistique Canada, *Enquête sur les dépenses en immobilisation*.
Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et du développement durable.

Abréviations et signes conventionnels :

\$ En dollars
G En milliards
M En millions
r Donnée révisée
% Pourcentage

Note : En raison de l'arrondissement des données, le total ne correspond pas nécessairement à la somme des parties.

Pour plus de renseignements :

Jean-François Fortin

Direction des statistiques économiques et du développement durable
Institut de la statistique du Québec
200, chemin Sainte-Foy, 3^e étage
Québec (Québec) G1R 5T4

Téléphone : 418 691-2411 poste 3175
Courriel : jean-francois.fortin@stat.gouv.qc.ca

Dépôt légal

Bibliothèque et Archives Canada
Bibliothèque et Archives nationales du Québec
2^e trimestre 2011
ISSN 1715-6645 (en ligne)

Institut
de la statistique
Québec

Tableau 1

Investissement selon les régions administratives, le groupe d'industrie et le secteur, Québec, perspectives 2011

Région administrative	Unité	Industrie productrice de...			Total	Secteur	
		Biens	Services	Logement		Privé non résidentiel	Public
Bas-Saint-Laurent	k\$	238 298	808 726	395 457	1 442 480	401 074	645 949
	Part relative (%)	16,5	56,1	27,4	100,0	27,8	44,8
	Variation 2011/2010 (%)	- 1,7	1,9	- 6,6	- 1,1	- 20,6	21,8
Saguenay– Lac-Saint-Jean	k\$	668 994	816 789	610 387	2 096 170	873 399	612 384
	Part relative (%)	31,9	39,0	29,1	100,0	41,7	29,2
	Variation 2011/2010 (%)	30,4	- 1,0	- 4,1	6,2	11,9	9,9
Capitale-Nationale	k\$	562 461	4 349 385	2 190 616	7 102 462	1 942 100	2 969 746
	Part relative (%)	7,9	61,2	30,8	100,0	27,3	41,8
	Variation 2011/2010 (%)	- 1,5	3,9	- 10,8	- 1,5	21,0	- 5,8
Mauricie	k\$	374 496	790 828	688 206	1 853 530	539 661	625 663
	Part relative (%)	20,2	42,7	37,1	100,0	29,1	33,8
	Variation 2011/2010 (%)	14,6	15,9	- 16,7	1,0	38,6	1,0
Estrie	k\$	413 815	858 845	882 384	2 155 043	743 747	528 913
	Part relative (%)	19,2	39,9	40,9	100,0	34,5	24,5
	Variation 2011/2010 (%)	19,6	- 24,9	- 1,8	- 9,8	- 23,1	1,2
Montréal	k\$	1 733 812	8 215 980	2 740 839	12 690 630	4 966 266	4 983 525
	Part relative (%)	13,7	64,7	21,6	100,0	39,1	39,3
	Variation 2011/2010 (%)	13,6	8,0	- 3,6	6,0	6,9	11,2
Outaouais	k\$	271 569	1 489 531	1 182 230	2 943 331	717 029	1 044 072
	Part relative (%)	9,2	50,6	40,2	100,0	24,4	35,5
	Variation 2011/2010 (%)	- 25,0	- 25,8	6,5	- 15,4	- 47,7	4,5
Abitibi- Témiscamingue	k\$	1 444 695	450 253	268 950	2 163 898	1 537 515	357 433
	Part relative (%)	66,8	20,8	12,4	100,0	71,1	16,5
	Variation 2011/2010 (%)	10,7	4,1	- 16,2	5,1	12,1	- 2,5
Côte-Nord	k\$	1 790 086	472 729	157 398	2 420 212	826 065	1 436 749
	Part relative (%)	74,0	19,5	6,5	100,0	34,1	59,4
	Variation 2011/2010 (%)	21,3	- 6,7	- 4,8	12,7	17,6	12,2
Nord-du-Québec	k\$	2 334 583	144 246	26 046	2 504 875	715 958	1 762 870
	Part relative (%)	93,2	5,8	1,0	100,0	28,6	70,4
	Variation 2011/2010 (%)	9,2	- 12,6	- 3,0	7,5	11,7	6,1
Gaspésie– Îles-de-la-Madeleine	k\$	613 592	333 051	158 069	1 104 712	589 632	357 011
	Part relative (%)	55,5	30,1	14,3	100,0	53,4	32,3
	Variation 2011/2010 (%)	95,4	- 1,7	1,6	36,7	109,8	- 4,0
Chaudière- Appalaches	k\$	761 399	1 187 831	1 020 807	2 970 038	1 004 388	944 842
	Part relative (%)	25,6	40,0	34,4	100,0	33,8	31,8
	Variation 2011/2010 (%)	19,6	2,3	- 13,1	- 0,1	8,7	8,1
Laval	k\$	256 906	1 295 983	1 618 138	3 171 028	814 225	738 665
	Part relative (%)	8,1	40,9	51,0	100,0	25,7	23,3
	Variation 2011/2010 (%)	15,9	27,5	9,2	16,6	55,0	3,6
Lanaudière	k\$	310 676	907 935	1 966 689	3 185 300	653 065	565 546
	Part relative (%)	9,8	28,5	61,7	100,0	20,5	17,8
	Variation 2011/2010 (%)	14,2	20,1	1,6	7,5	15,8	21,8
Laurentides	k\$	436 983	1 427 174	2 786 538	4 650 696	982 386	881 771
	Part relative (%)	9,4	30,7	59,9	100,0	21,1	19,0
	Variation 2011/2010 (%)	10,5	- 6,9	10,5	4,5	- 1,1	- 5,7
Montréal	k\$	1 745 777	5 753 325	5 031 896	12 530 997	4 001 315	3 497 786
	Part relative (%)	13,9	45,9	40,2	100,0	31,9	27,9
	Variation 2011/2010 (%)	22,5	16,3	- 0,1	9,8	14,2	21,9
Centre-du-Québec	k\$	466 657	519 292	591 249	1 577 198	636 296	349 653
	Part relative (%)	29,6	32,9	37,5	100,0	40,3	22,2
	Variation 2011/2010 (%)	- 27,9	- 23,3	- 6,6	- 19,4	- 13,0	- 41,1
Ensemble du Québec	k\$	14 424 900	29 822 200	22 315 900	66 563 000	21 944 600	22 302 500
	Part relative (%)	21,7	44,8	33,5	100,0	33,0	33,5
	Variation 2011/2010 (%)	13,4	3,6	- 1,5	3,8	7,0	6,2

Sources : Statistique Canada, *Enquête sur les dépenses en immobilisation*.
 Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et du développement durable.